

**Le Colonel à la retraite Mamadou Seydou Touré aux militaires du CNSP :
"Officiers, restez droit dans vos bottes... Le Mali au-dessus de tout" !**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 02 SEPTEMBRE 2020

679

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



École malienne Une année à oublier



**Sortie de crise : les propositions des ouvriers
de la 25^{ème} heure**



**Démission de IBK : Attention à une transition
bâclée !**



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE!**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	École malienne : Une année à oublier	P.4
Brèves	IBK privé de liberté : La CNDH dénonce l'absence de motifs juridiques	P.11
	Transition militaro-civile : Le quiproquo s'évapore	P.11
	Crise politique au Mali : Imbroglio après la démission de IBK	P.12
	Sambou Sissoko sur les propos d'un avocat malien : Seul le silence est Grand !	P.12
	Communiqué du BIPREM	P.13
Actualité	Mali media Awards mama20, 4ème Edition : Sept journalistes ont été primés	P.15
	Violence basée sur le genre : L'APDF s'engage	P.16
Politique	Sortie de crise : les propositions des ouvriers de la 25ème heure	P.17
	Démission de IBK : Attention à une transition bâclée !	P.18
	L'imam Mahmoud Dicko sur RFI : «Je ne serai pas président ni d'une transition ni de gouvernement ni d'autre chose»	P.19
	Le Colonel à la retraite Mamadou Seydou Touré aux militaires du CNSP : "Officiers, restez droit dans vos bottes... Le Mali au-dessus de tout" !	P.21
Culture & société	Fête d'Achoura : Festin familial au rendez-vous	P.24
International	Présidentielle ivoirienne : Les candidatures de Laurent Gbagbo et Guillaume Soro officiellement déposées	P.25
	Présidentielle du 18 octobre en Guinée Conakry : Alpha Condé dit « oui » à la candidature de son parti (communiqué)	P.26
	Liban : Macron annonce la formation d'un gouvernement dans les 15 jours	P.27
Sport	Basket-ball : Minata Keïta s'engage avec Joventut Badalona	P.28
	Nos expatriés : Troyes suit Souleymane Diarra	P.28



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



École malienne : Une année à oublier

Les deux rencontres entre le Comité National pour le Salut du Peuple (CNSP) et la Synergie des Syndicats signataires du 15 Octobre 2016 avaient donné quelque espoir aux élèves et aux parents d'élèves quant à la reprise des cours suspendus depuis trois semaines après que le Président Ibrahim Bou-bacar Kéita (IBK) eut donné l'assurance sur l'application de l'Article 39 sans la mettre en pratique. Au cours de ces deux rencontres, les enseignants grévistes ont exprimé leur ferme volonté de maintenir leur mot d'ordre de grève jusqu'à l'application intégrale dudit article. Une troisième rencontre entre les nouvelles autorités maliennes et les syndicats d'enseignants est prévue incessamment. Même si l'on arrivait à une entente qui permettrait une réouverture des classes, force est de reconnaître que le désastre est déjà là. 2019-2020 est une année scolaire à oublier.

Durant toute l'année scolaire 2019-2020, les élèves maliens ne seront restés en classe qu'environ trois mois sur neuf (9). La faute à

la grève quasi illimitée des enseignants et au Covid-19, ce dernier ayant conduit à une fermeture officielle de mars à août 2020. Plus que le Covid-19 cependant, ce sont les grèves répétées des enseignants qui auront porté un coup fatal à l'année scolaire qui a du mal à être bouclée. Injustement privés de leur droit consacré par le fameux Article 39 initié pourtant par le Gouvernement et adopté par l'Assemblée nationale du Mali, les syndicats signataires du 15 Octobre 2016 ont, contre vents et marées, lutté de toutes leurs forces, au prix d'une suspension des salaires, pour entrer dans leur droit illégalement bafoué. Ce n'est qu'à la faveur des sorties du Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) que le Président IBK a dû accorder aux enseignants leur dû dont le décret d'application ne sera pas signé à cause des événements du 18 août 2020 qui verront la démission du Président de la République et la fin de son régime.

On avait pensé que les enseignants grévistes

allaient accorder un moratoire aux nouvelles autorités, le temps que celles-ci puissent s'installer et installer les organes de la Transition. Mais il n'en fut rien car dès leur première rencontre avec le CNSP, les enseignants se montraient intransigeants sur la question de l'application immédiate de l'Article 39 et son incidence sur les salaires du mois de septembre. A ce sujet, un responsable syndical est catégorique : « Les militaires seront les seuls responsables si l'année scolaire 2019-2020 n'est pas sauvée ». Après avoir mis en avant l'impossibilité de la soutenabilité par le budget d'État de l'incidence financière de l'Article 39, le CNSP aurait fait des propositions concrètes concernant le relèvement de l'indice salarial des enseignants à compter du mois de novembre et le rappel des arriérés au titre de l'année 2020. Les responsables syndicaux auraient alors décidé de consulter leur base pour avis. Ainsi il subsiste quelque espoir de voir les élèves enfin reprendre le chemin de l'école pour cette année scolaire interminable.



Quoi qu'il en soit, 2019-2020, nous le répétons, est une année scolaire à oublier tant elle aura été catastrophique, particulièrement pour les élèves qui auront été privés de leur droit à l'instruction. Tous les spécialistes de l'école vous le diront, il est pratiquement impossible de rattraper le temps perdu dans l'enseignement car l'école est une continuité, chaque jour venant consolider ce qui a été appris la veille et les évaluations permettant de se faire une idée du niveau d'apprentissage pour réajuster et corriger avant de continuer. Cette année, les élèves auront été plus à la maison et dans les rues qu'en classe, ce qui fait que le temps réel d'apprentissage (TRA) est beaucoup moins que ce qu'il devrait être même en cas de reprise des cours. Et l'expérience de l'apprentissage à la radio et la télévision ne semble pas avoir apporté la solution à cause des innombrables erreurs techniques et pédagogiques commises par les concepteurs et les exécutants que sont les maîtres. En l'absence d'une évaluation scientifique de l'école à la télé, force est de constater que très peu d'élèves ont bénéficié d'éventuels avantages qu'elle pourrait avoir car les enseignants commis ont plus fait des exposés qu'ils n'ont donné des cours.

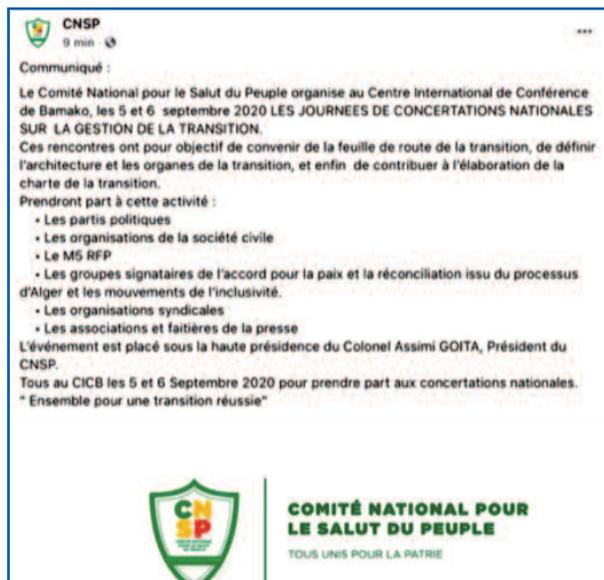
Si les élèves des classes d'examen ont pu, un moment, reprendre les cours afin de boucler un tant soit peu les programmes de l'année, tel n'est pas le cas de l'immense majorité de ceux qui ne sont pas en classe d'examen. C'est pour eux que l'année scolaire est pratiquement

perdue car jamais ils n'auront le temps de se replonger dans l'atmosphère sereine des cours. Pour eux et pour leur formation, un redoublement est la meilleure des solutions. Malheureusement cela créerait une situation impossible à gérer par les autorités scolaires qui préfèrent faire passer les élèves en classe supérieure avec le minimum de savoir nécessaire que de provoquer un blocage du système avec un redoublement massif. Il faut avoir le courage de le dire et de l'admettre, les centaines de milliers d'élèves qui n'ont pas d'examen à passer seront sacrifiés cette année par la faute d'un enseignement au rabais où ils n'auront pratiquement pas été évalués. Même les classes d'examen devront malgré tout s'attendre à d'énormes difficultés, entre autres en ce qui concerne les postulants à des bourses

d'études car le mois de septembre est, en général, le mois d'inscription dans les universités étrangères. L'école malienne est métastasée et a besoin d'un traitement de choc pour guérir. Depuis 1991, l'école malienne a cessé d'être performante, les années tronquées succédant à des années blanches. Aucun régime, depuis la chute du Président Moussa Traoré, n'a réussi à remettre l'école malienne sur les rails et les produits sortis de nos écoles sont des plus médiocres. Ce n'est pas seulement l'avenir des élèves qui est en péril, c'est le Mali lui-même. Il faut des décennies pour redresser le tort fait à l'école et aux enfants si jamais on pensait à le faire.

■ Diala Thiény Konaté





Etienne Fakaba Sissoko



Arrêtez ce populisme. Nous n'avons pas la souveraineté économique et le Mali n'est pas de taille à tenir tête à la CEDEAO dans le contexte actuel. Savez-vous aujourd'hui que l'ensemble du patrimoine (argent, liquidité) du mali est dans un compte unique à la BCEAO. Avec l'embargo de la CEDEAO, on y a plus accès. Donc aujourd'hui nous fonctionnons sans caisse régulièrement alimentée donc, exclusivement avec les nouvelles entrées de recettes et la liquidité existante au trésor. Certains me diront mais pourquoi mettre l'ensemble des ressources d'un pays dans un compte unique dont on ne détient pas les commandes ? Il aurait fallu repenser avant nos politiques. Avez votre orgueil, faites-vous petits en attendant de mettre en place dans notre pays les réformes structurelles qui nous permettrons d'être économiquement forts et stables.



APPAREMMENT ILS ÉCOUTENT :
 Communiqué DU CNSP : Le Comité National pour le Salut du Peuple organise au Centre International de Conférence de Bamako, les 5 et 6 septembre 2020 LES JOURNEES DE CONCERTATIONS NATIONALES SUR LA GESTION DE LA TRANSITION.
 Ces rencontres ont pour objectif de convenir de la feuille de route de la transition, de définir l'architecture et les organes de la transition, et enfin de contribuer à l'élaboration de la charte de la transition.

Prendront part à cette activité :

- Les partis politiques
- Les organisations de la société civile
- Le M5 RFP
- Les groupes signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger et les mouvements de l'inclusivité.
- Les organisations syndicales
- Les associations et faitières de la presse

L'événement est placé sous la haute présidence du Colonel Assimi GOITA, Président du CNSP.

Tous au CICB les 5 et 6 Septembre 2020 pour prendre part aux concertations nationales.

" Ensemble pour une transition réussie"

Ibou SY

#Communiqué : Le Comité National pour le Salut du Peuple organise au Centre International de Conférence de Bamako, les 5 et 6 septembre 2020 LES JOURNEES DE CONCERTATIONS NATIONALES SUR LA GESTION DE LA TRANSITION.



Ces rencontres ont pour objectif de convenir de la feuille de route de la transition, de définir l'architecture et les organes de la transition, et enfin de contribuer à l'élaboration de la charte de la transition.

Prendront part à cette activité :

- Les partis politiques
- Les organisations de la société civile
- Le M5 RFP
- Les groupes signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger et les mouvements de l'inclusivité.
- Les organisations syndicales
- Les associations et faitières de la presse

L'événement est placé sous la haute présidence du Colonel Assimi GOITA, Président du CNSP. Tous au CICB les 5 et 6 Septembre 2020 pour prendre part aux concertations nationales.

" Ensemble pour une transition réussie"

Baba Dakono



Penser et agir ensemble

« Certaines vérités ne nous paraissent invraisemblables que, tout simplement, parce que notre connaissance ne les atteint pas. » Amadou Hampâté Bâ



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 01 septembre 2020.

Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, l'Ambassadeur Boubacar Gouro DIALL a reçu, ce mardi 01 septembre, S.E.M. Ahmedou Ould AHMEDOU, Ambassadeur de la République Islamique de Mauritanie au Mali. Cette audience qui se situe dans le cadre des contacts réguliers entre les autorités maliennes et mauritaniennes, a été une occasion pour les deux personnalités de faire le point de la coopération bilatérale. Enfin, M. le Secrétaire Général et le Diplomate mauritanien ont évoqué la situation politique au Mali avant d'aborder le sujet relatif à la sécurité dans le sahel. Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI Koulouba, le 31 août 2020.



L'Ambassadeur Boubacar Gouro DIALL, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, a reçu en audience, ce lundi 31 août, S.E.M Miguel Gomez DE ARANDA, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Royaume d'Espagne, en fin de mission au Mali. Au cours de cette audience, l'Ambassadeur a exprimé sa satisfaction de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui existent entre le Mali et l'Espagne. Il a également rappelé l'engagement constant de son pays dans le processus de paix, sa présence au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), de l'EUTM, de l'EUCAP SAHEL, de Barkhane et son apport considérable à la Force Conjointe du G5 Sahel.

Le Secrétaire Général a exprimé toute la satisfaction, la reconnaissance et la gratitude du Peuple et du Gouvernement maliens pour la disponibilité constante du Royaume d'Espagne à accompagner le Mali dans ses efforts de développement, de recherche de paix et de stabilité.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO

De la retenue et de la patience !
Le M5-RFP très sereins !



Mossa Ag Attaher

Réflexion personnelle : La phase de transition politique, qui correspond au passage d'un régime à l'autre, s'achève avec l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement et d'une assemblée législative résultant d'une élection libre et disposant d'un pouvoir souverain.

Elle est généralement suivie d'une phase de consolidation de la démocratie pour en assurer la stabilité.

Le temps à y mettre compte moins; l'élément déterminant c'est la capacité de ceux en charge de la transition à prévenir toute répétition de ce qui a déclenché la nécessité de l'avènement de cette transition



Mohamed Ag Assory

Sanogo avait confiance en son bâton, Goita n a de fétiche que son Glock ! Je comprends maintenant pourquoi toutes ses négociations aboutissent : tous les syndicats ont suspendu leurs grèves!



CANAM - MALI

MAEVA PALACE a servi de cadre d'échanges ce 01 septembre 2020 dans le cadre d'une rencontre bilatérale entre la CANAM et l'INPS. L'ordre du jour portait sur les difficultés rencontrées dans la délégation de gestion de l'AMO. La Directrice Générale de L'INPS a jugé ce cadre d'échanges salutaire car, a t-elle souligné, l'exercice permettra de mieux cerner les problèmes pour donner "satisfaction" aux assurés de l'AMO.



Pour sa part, le Directeur Général de la CANAM a tenu à remercier Madame la Directrice d'avoir bien voulu répondre à cette invitation avec son équipe. Il s'est dit confiant du partenariat entre les deux entités et a félicité la Directrice et son équipe pour les progrès significatifs dans la gestion de l'AMO.

Il faut savoir que les deux Directeurs ont permis à leurs collaborateurs techniciens de faire des présentations relatives aux difficultés de mise en œuvre constatées. Et cela, pour convenir de solutions idoines.

Les principaux points évoqués étaient : l'immatriculation et l'identification des bénéficiaires du régime, les droits aux prestations, les difficultés liées au recouvrement des cotisations, les difficultés liées au traitement des feuilles de soins, les difficultés liées au réseau, les difficultés liées à ACTIV PREMIUM, celles liées à la gouvernance. Tous les points ont fait l'objet d'échanges approfondis entre les différents acteurs.

A l'issue de la rencontre, le Directeur Général de la CANAM a renouvelé ses remerciements pour la pleine réussite de l'exercice et souhaité un autre format du genre de façon périodique.

Une équipe a été mise en place pour le suivi des recommandations suite à cette rencontre bilatérale de haut niveau.



Awo Cousin

Mali :Positivite, nous demandons une transition de 5ans avec les militaires pour redresser nos façons de valoriser notre pays
V AM



Moussa Baba Coulibaly

"Pour vivre une vie heureuse, attachez-la à un but et non à des personnes ou des choses" Einstein



Moctar Coulibaly

La dégradation des routes continuent à bko précisément le rond point de la cité UNICEF en allant vers le pont tordu entre faladie socoura et la route qui mène vers Hall de bko j'ai croisé deux bon citoyen il s'appelle



seriba Diarra 35 ans chauffeur de profession ressortissant de banantou et drissa togola 24 ans leurs numéros de téléphone est 68 33 58 40



Modibo Simbo Keita

Vraiment sympathiques ces Militaires. De là à être amis de tout le monde c'est la porte ouverte à tous les fenêtres.



Vraiment sympa ces militaires. Mais de là à être amis de tous c,c'est la porte ouverte à toutes les fenêtres. Ils ont par exemple quoi à foutre avec ce deux fois condamné à mort ?

Constitution de 1992+Acte Fondamental.C'est comme le gars qui a un acte de naissance et qui tient coute que coute à établir un jugement supplétif d'acte de naissance...



Les enfants nés lors de la dernière victoire de l'OM contre le PSG font leur rentrée en CM1 aujourd'hui !

Kissima Sylla

Lu quelque part !!!

Quand tu as l'opportunité de voler 25 F CFA en utilisant la photocopieuse du bureau, tu n'hésites pas.

Quand tu as l'opportunité de voler 100 FCFA en prenant un stylo du bureau, tu n'hésites pas.

Quand tu as l'opportunité de voler 5.000 FCFA en facturant ton déjeuner plus cher en attendant un remboursement du bureau, tu n'hésites pas.

Quand tu as l'opportunité de voler 7.000 FCFA en téléchargeant des films en streaming plutôt qu'à aller au cinéma ou t'abonner à Netflix, tu n'hésites pas.

Quand tu as l'opportunité de voler 10.000 F CFA à un artiste en écoutant une version piratée au lieu d'acheter son CD, tu n'hésites pas.

Quand tu as l'opportunité de voler 25.000 F CFA, en piratant un abonnement CANAL + au lieu de t'abonner normalement, tu n'hésites pas.

Quand tu as l'opportunité de voler 100.000 F CFA à MICROSOFT en téléchargeant une version piratée de ses logiciels, tu n'hésites pas.

Mon ami, si tu occupais une position importante dans le gouvernement et que tu avais l'opportunité de voler un milliard de francs CFA, je suis sûr que tu n'hésiterais pas vu que tu ne rates aucune opportunité, car en fin de compte tout est question d'opportunités.

Notre problème, ce ne sont pas les dizaines de personnes qui nous dirigent, car ils ne sont que le reflet des millions d'opportunistes que nous sommes.

Un peuple a les dirigeants qu'il mérite.

Collectivement, on manque de foi.

Ctrl C + Ctrl V



Awa Sylla

Ceux qui ont condamné ce coup ne partez au CICB deh. Continuez dans votre lancée.



Lassana Coulibaly

La Codem propose un civil à la tête de la transition pour une durée de 9 mois à 1 an.



Oumar Sidibe

#Urgent !

L'arrestation des pillards de la République où qu'ils soient, doit commencer maintenant. Ils doivent tout restituer.



RFI Afrique

La junte soigne son image et affiche sa volonté de rassembler les Maliens, de refuser l'exclusion. C'est pourquoi, depuis lundi 31 août, elle reçoit à nouveau du monde. Outre les politiques, il y a notamment les syndicats et associations religieuses. Mais elle se déplace également pour plus de visibilité. Elle s'est rendue par exemple dimanche au domicile des familles fondatrices de Bamako et chez l'ancien président Moussa Traoré.



La Cédéao va procéder au retrait graduel de sa force d'interposition en Guinée-Bissau. Un premier groupe a déjà quitté Bissau jeudi 27 août. Il s'agit de 130 hommes essentiellement des forces spéciales togolaises arrivées en Guinée-Bissau en novembre 2019 pour renforcer le contingent sous-régional stationné à Bissau depuis 2012.



Radio Guintan



Transition: qui pour gérer ?

La CEDEAO y tient dur comme fer. Il faut un civil à la tête de la transition, condition non négociable pour la levée des sanctions. De l'autre côté le CNSP qui continue de s'accrocher à un mince espoir d'imposer à la tête de l'exécutif le colonel Assimi Goita on peut dire qu'on est dans l'impasse.

Et pourtant les mitaires jurent la main sur le cœur qu'il n'ont fait que parachever l'oeuvre du M5RFP, ils peuvent donc s'adosser sans problème à cette force qui a la légitimité du combat pour trouver cette personnalité civile.

Le Dr Choguél K Maiga nous apparaît comme une des personnalités qui ayant subi le feu de l'épreuve sans vaciller ni fléchir peut relever ce défi, car il s'agit bien d'un défi et non d'un strapontin.



Mohamed Che Traore

Les enseignants Maliens représentent aujourd'hui une honte nationale. À un moment critique de notre pays, ces soit disant enseignants continuent de persister sur du faux en prenant l'avenir des millions d'enfants en otage. Je propose au comité militaire de déporter tous ces syndicalistes vers nord du pays. Taoudenit doit être réouvert pour des recadrages



Jeune Afrique



Denis Sassou Nguesso devrait se porter candidat pour un quatrième mandat à la présidentielle de mars 2021. Mais les résistances au changement, y compris dans son propre camp, sont encore nombreuses.



Assane Magatte Seye

Peut on être FORT sans être VIOLENT ?
La violence ne peut-elle pas être VERBALE ou COM-
PORTEMENTALE ?



Yehia Tandina

Plus de 160 jours de captivité. Chers amis le seul soutien que Soumaila attends de vous, c'est d'éviter l'intox. Nous vous en sommes gré pour le bon souhait à son égard. Cependant ces informations non fondées portent préjudice à sa famille en plus compliquent le processus en cours. Merci de continuer à le soutenir.



Karim Sylla

Le conseil de sécurité a adopté la résolution 2541 qui renouvelle pour 1 an le régime de sanctions visant ceux qui entravent la paix au Mali, et désignés comme tel par le Comité des sanctions. Le général Moussa Diawara (en fuite), allié des narco-trafiquants, dans le collimateur.



IBK privé de liberté : La CNDH dénonce l'absence de motifs juridiques



Si la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) révèle que si le Président IBK et collaborateurs « privées de liberté ne se plaignent pas particulièrement de leurs conditions globalement acceptables », elle dit cependant constater « l'inobservance de certains droits, dont le droit à l'information et celui d'être en contact avec le monde extérieur ».

L'information a été donnée à travers le communiqué N° 018-2020 du 28 août 2020, de la CNDH, signé par son président Aguiou Bouaré. Selon lui, dès le lendemain des événements du 18 août 2020 ayant abouti au coup d'Etat, puis à la démission du Président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) a dépêché une délégation à Kati pour s'enquérir des conditions des personnes privées de liberté.

Après la promesse des putschistes de la rappeler ultérieurement, la CNDH a été finalement reçue, à Kati, le 27 août 2020, dans le cadre de son mandat légal de promotion, de protection des droits de l'homme ainsi que de prévention de la torture.

Le communiqué précise que la délégation de la CNDH, conduite par son président Bouaré, « a pu avoir accès aux personnalités civiles et militaires privées de liberté, notamment le Président IBK à son domicile privé à Sébénicoro, à Bamako.

« L'objectif de ces visites était de s'enquérir des conditions de privation de liberté de ces personnes et de vérifier la conformité de celles-ci avec les instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux en la matière, notamment la Convention des Nations Unies contre la Torture, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, la Loi fondamentale du Mali », précise le président de la CNDH.

A en croire M. Aguiou Bouaré, « si les personnes privées de liberté ne se plaignent pas particulièrement de leurs conditions globalement acceptables, la Commission a néanmoins constaté l'inobservance de certains droits, dont le droit à l'information et celui d'être en contact avec le monde extérieur ».

La CNDH dit constater avec satisfaction que les personnes privées de liberté n'aient subi d'atteinte à leur intégrité physique. Certes. Mais elle « condamne toutefois l'adoption de toutes mesures de privation de liberté sans motifs juridiques et / ou judiciaires » et « appelle à la mise en place, dans un meilleur délai, des organes de la transition, garantissant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Le message sera-t-il entendu du côté de Kati ? Autour du domicile privé

Transition militaro-civile : Le quiproquo s'évapore



Après être rappelé à l'ordre le week-end dernier par l'Imam, l'éclairé Dicko et l'autorité morale du M5-RFP, l'autoproclamé en catimini en Chef d'État, le Colonel Assimi Goïta, adopte enfin la bonne marche pour définir un plan transitionnel pour sauver le Mali. Après la rencontre avec le M5, le Chef de la junte et ses camarades se sont rendus chez l'ancien Chef d'État malien le Général Moussa Traoré pour s'acquiescer des conseils sages ; et surtout pour avoir la bonne marche à suivre afin de sauver le pays. « Les jeunes soldats sont mes enfants ; je leur ai donné des conseils. Ce sont des enfants qui dirigent le pays. Et selon mon expérience, les fonctions que j'ai occupées, les erreurs commises ce qu'il faut éviter ; et j'espère qu'ils ont compris et éviteront ces erreurs-là... », a-t-il martelé au sortir de la rencontre. De toute évidence, l'entrevue avec le M5-RFP et la rencontre avec les familles fondatrices de Bamako seraient une lueur d'espoir pour lever le quiproquo ; la confusion stratégique des putschistes du 18 août 2020. Par quelle porte comptent-ils sortir pour redresser le pays ? Les sages conseils du Général Moussa Traoré permettront-ils de faire sortir le Mali du trou dans lequel il a été enfoncé depuis belle lurette ? « Malgré tout le gâchis, a dit le Général, il y a encore parmi nous des patriotes ; ces patriotes ils vont le faire sortir, pour mettre le Mali sur ses jambes... ». Ces jambes, brisées et lourdement mal en point, se rétabliront-elles ? À notre avis, c'est le changement de mentalité du Malien même qui doit indubitablement changer. C'est-à-dire pour que notre pays retrouve son image, sa vraie image, une réelle refondation, l'attachement individuel doit s'évaporer. Les pères de l'indépendance de ce pays ont inculqué la culture du patriotisme en mettant surtout en avant l'intérêt de la nation au détriment de l'intérêt particulier. Modibo Keïta, premier Chef d'État du Mali indépendant, en sera fier, même d'entre les anges que j'espère au "Vala hala" (le paradis). Mais qu'est-ce qui pourrait découler de l'acte fondamental de Transition dans lequel le Colonel Assimi Goïta leaders des mutins du 18 août dernier s'est autoproclamé Chef de l'État ? Le rappel à l'ordre des membres du M5-RFP ou encore des menaces proférées à la face des jeunes mutins font et feront sans l'ombre d'un doute, effet immédiat. Reviendront-ils sur la charte de Transition ? À suivre...

Moriba DIAWARA M.M Dembélé

du Président IBK, c'est une véritable armada d'hommes habillés qui contrôlent les lieux.

Cyril Adhoun

Crise politique au Mali : Imbroglie après la démission de IBK

Près de 15 jours après le renversement du régime d'IBK par la junte, l'équipe de transition n'est toujours pas mise en place au Mali. Depuis quelques jours, le conseil national pour le salut du peuple (CNSP) multiplie les rencontres avec les forces vives de la nation et des représentants de la CEDEAO. Pendant ce temps, la France appelle les mutins à une « transition rapide » par crainte que la situation ne profite aux terroristes. Au même moment, des universitaires maliens estiment que le Mali doit s'attendre à des conséquences économiques, du fait de l'absence d'un gouvernement.

Même si des concertations ont eu lieu entre des militaires de la junte et plusieurs organisations nationales et régionales dont le M5-RFP et la CEDEAO, un gouvernement transitoire peine toujours à être mis en place. Selon les responsables du CNSP et du M5-RFP, les récentes rencontres ont permis aux deux parties de « repartir sur de nouvelles bases ». Si rien d'autres n'a filtré des échanges, des sources rapportent que le principal point de discord est la gestion de la transition. Le Mouvement du 5 juin aurait demandé une transition de 18 à 24 mois avec un civil à la tête de l'équipe, alors que la junte table sur une période de 3 ans dirigée par un militaire.

Certains partis politiques ont également donné leurs positions. C'est le cas de l'ASMA-CFP et de Yéléma. Pour le premier, la transition doit être gérée par un Président civil, Chef de l'État accompagné d'un vice-président issu du CNSP. Le second opte pour une transition dirigée par des militaires et la société civile.

Par ailleurs, la France a appelé la junte militaire à organiser « rapidement » une transition vers un pouvoir civil. La ministre des Armées françaises a fait cette déclaration hier sur une radio française. Selon Florence Parly, le retard accusé dans la mise en place des organes de la transition profite aux terroristes.

Toutefois certains universitaires maliens estiment que « le travail est dense pour la mise en place d'un gouvernement transitoire ». Pour Bréma Ely Dicko, professeur de sociologie à l'Université de Bamako, le Mali doit s'attendre à des conséquences économiques, du fait de l'absence d'un gouvernement.



Sambou Sissoko sur les propos d'un avocat malien : Seul le silence est Grand !



Je n'en connais pas au barreau du Sénégal et même en France, des avocats bien formés, qui sont pourtant de véritables professionnels, qui peuvent se payer avec leurs honoraires uniquement des appartements en France, qui ont des immeubles dans leur pays d'origine et qui payent les études de leurs enfants dans de très bonnes universités hexagonales en moins de 20 ans. Les amis si vous en connaissez SVP, tapez leur nom en commentaire. Le barreau malien a enregistré d'éminents avocats de renommée internationale à l'instar de Me Demba Diallo. Quelqu'un peut m'indiquer où se trouve ses appartements ou ses immeubles au Mali et à l'étranger ? Voyons !

Nous sommes dans un pays pauvre où l'environnement des affaires n'est pas aussi fructueux comme on peut le croire. Les avocats milliardaires du barreau malien qui ont des dossiers juteux doivent trouver d'autres arguments pour nous convaincre sur la provenance de leur fortune. En attendant, ce qui nous a été rapporté c'est que sous le régime AOK le Mali a enregistré près de 21 fonctionnaires milliardaires. Sous ATT près d'une cinquantaine. Sous IBK, seul Dieu connaît ! Ces fonctionnaires se sont enrichis dans le bradage des biens/entreprises publiques ou des malversations financières. Cela a été rendu possible parce qu'ils ont pu accéder à des postes de responsabilité politique (Maire, Député, Directeur, ministre, Premier ministre, Président). Implicitement nous pouvons dire que c'est la politique qui a enrichi les "démocrates" maliens et non l'exercice de leur profession dans le respect strict des lois de la République. Ainsi, dans la mentalité des citoyens lambda : "politiki mogow yé zon dé yé" (Les politiciens sont des voleurs). Voilà pourquoi certains s'en prennent violemment aux biens privés des décideurs politiques d'un régime chaque fois que celui-ci venait à tomber...

Sambou Sissoko

COMMUNIQUÉ DU BIPREM

Le BIPREM, après avoir pris acte du changement intervenu à la tête du Mali le 18 août 2020, constate avec amertume que les luttes de positionnement sont en train de prendre le dessus sur les vrais enjeux dont la refondation du système de gouvernance de notre pays. C'est le lieu de rappeler à l'opinion publique nationale et internationale que le BIPREM fut la première association à porter plainte contre IBK pour « Haute trahison et gestion scandaleuse de l'argent public » en mars 2016.

Aussi, le BIPREM, érigé en FERDI (Forces vives Engagées Résolument pour la Démission de IBK) a réclamé officiellement la démission du président Ibrahim Boubacar Keita par une lettre déposée à Koulouba le 28 mai 2020.

Dans la perspective d'une transition, le BIPREM FASOKO a présenté un programme transitoire de 18 mois et fait une proposition de lecture des textes fondamentaux, y compris du code électoral. Ces documents ont été publiés dans la presse et sur les réseaux sociaux.

Le BIPREM FASOKO déplore aujourd'hui les tentatives de récupération et d'exclusion des principaux acteurs du changement aussi bien de l'intérieur et que de la diaspora.

Le BIPREM FASOKO invite le peuple malien à la vigilance.



Lacine Diawara, Président du BIPREM Fasoko et Directeur de publication du journal Option a déclaré que Le BIPREM, après avoir pris acte de l'historique changement intervenu à la tête du Mali le 18 août 2020, constate avec amertume que les luttes de positionnement sont en train de prendre le dessus sur les vrais enjeux auxquels nous sommes confrontés dont la refondation du système de gouvernance de notre pays.

Le BIPREM FASOKO invite le peuple Malien à la vigilance.

Lacine Diawara, Président du BIPREM Fasoko et Directeur de publication du journal Option.

An advertisement for SAMA money transfer services. The top part has a green background with the SAMA logo (a dark blue square with 'SAMA' in yellow and 'transfert d'argent' in white below it) and the text 'Transfert d'argent' in large, bold, dark blue letters. Below this, on a dark blue background, it says 'ECONOMISEZ JUSQU'À 40%' in large yellow letters, followed by 'SUR VOS FRAIS DE TRANSFERT D'ARGENT' in white. At the bottom, there is a yellow button with the website 'www.sama.money' and a mouse cursor icon. On the right side, there is a photograph of a smiling woman wearing a black hijab and a red top with a white patterned collar.

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Mali Media Awards MAMA20, 4^{ème} Edition : Sept journalistes ont été primés

Le 28 août 2020, s'est tenue la cérémonie de remise des prix des Mali Média Awards, 4^{ème} édition MaMa20. Sur cent candidatures enregistrées, 18 journalistes ont été nominés dont 7 ont été primés en fonction de la qualité de leur production dans les catégories de prix Presse écrite, Radio, Télévision, Presse en ligne, Dessin journalisme, Journalisme Citoyen et une catégorie spéciale Genre. Les sept journalistes primés ont reçu chacun un chèque d'une valeur de trois cent mille francs CFA (300 000f CFA), une tablette, un trophée et une attestation. Les non primés ont bénéficié d'une tablette et d'une attestation. C'était dans un hôtel de la place à Bamako.



Initiés par la Fondation Tuwindi, en partenariat avec des organes de médias faitières au Mali, composé de la Haute Autorité de la Communication (HAC), l'Union des Radiodiffusions et Télévisions Libres du Mali (URTEL), l'Association des Éditeurs de la Presse Privée (ASSEP), l'Association des Éditeurs de la Presse en Ligne (APPEL MALI), l'Association Malienne des Télévisions Libres (AMATEL) et l'Institut Panis Afrique de l'Ouest (Panos), Les Mali Médias Awards "MaMa" sont un concours qui met en compétition les professionnels des médias. De sa création en 2017 à nos jours, les MaMa ont enregistré 480 candidatures dont 100 pour les MaMa20. L'objectif des "MaMa" est d'encourager ces professionnels de média à traiter avec profes-

sionnalisme les sujets d'intérêt général et les sujets sur le genre.

Pour cette 4^{ème} édition, sur cent candidatures, sept journalistes sur 18 nominés ont été primés en fonction de la qualité de leur production par un jury de sept journalistes expérimentés, sous le regard d'un huissier de justice. Le président du jury était le Pr Diomansi Bomboté.

Pour le Directeur Exécutif de la Fondation Tuwindi, Tidiani Togola, les "MaMa" ont été créés parce qu'il souhaite du journalisme haut de gamme pour informer et éduquer la population, favoriser la transparence dans les affaires publiques et encourager ou, s'il le faut, contraindre les dirigeants à plus de responsabilité, de redevabilité vis-à-vis du peuple et,

enfin, lutter contre la précarité médiatique traduite, selon lui, par une précarisation des organes et in fine des professionnels de médias. Ce fut l'occasion pour Togola de formuler un plaidoyer à l'endroit des pouvoirs publics, des partenaires techniques et financiers pour soutenir la presse malienne. Il recommande le renforcement de la protection des journalistes, l'accroissement de l'appui financier au développement des médias par l'augmentation de ce fonds, de 200 millions de FCFA à 1 milliard par an au cours des 5 prochaines années, afin d'accélérer l'émergence d'entreprises de médias professionnelle et indépendantes à la hauteur des défis du Mali.

Le Directeur Exécutif de la Fondation Tuwindi recommande aussi d'accroître les efforts dans la lutte contre les fausses informations et l'éducation aux médias, de relire les textes réglementant les communications digitales au Mali, en particulier la loi sur la cybercriminalité qui constitue une menace potentielle sur la liberté d'expression et y compris la liberté de presse, de renforcer l'appui au journalisme sensible au genre et de favoriser l'autorégulation des médias afin de réduire les dérives professionnelles.

Les sept journalistes primés sont: Fatoumata Adja Traoré du journal l'Annonceur dans la catégorie presse écrite, Malick Diallo de Renouveau TV dans la catégorie télévision, Fanta Diakité de la Radio Kledu dans la catégorie radio, Kangaye Sangaré journaliste bloggeuse à Benberé, Lassana Niangaly de le jalon.com catégorie presse en ligne, Issa Doumbia dans la catégorie Journalisme Citoyen et Mahamadou Diarra du journal Canard Déchaîné dans la catégorie dessin journalisme. Cette dernière catégorie est une première. Chacun a bénéficié d'un chèque de trois cent mille francs CFA, une tablette, un trophée et une attestation. Ceux qui n'ont pas été primés mais qui ont eu l'opportunité d'être nominés ont reçu chacun une tablette et une attestation.

Les récipiendaires ont exprimé leur sentiment de joie d'avoir eu l'opportunité d'être nominés parmi cent journalistes et ont remercié Tuwindi et ses partenaires pour cette belle initiative. Malick Diallo de Renouveau TV a invité d'autres structures non partenaires à œuvrer dans le même sens afin d'appuyer les "MaMa" dans son initiative d'encourager les professionnels de médias.

■ Ibrahim Sanogo

Violence basée sur le genre : L'APDF s'engage

L'Association pour le Progrès et la Défense des Droits des Femmes maliennes (APDF), avec le soutien du Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, en partenariat avec ONU-Femmes, de l'Union Européenne, (UE) et de l'Organisation des Nations Unies, a organisé un atelier de formation des femmes sur les violences basées sur le genre, du 25 au 27 août 2020, au Centre Awa Kéita de Bamako. Il avait pour objectif de former des femmes venues de toutes les organisations socio-professionnelles sur l'adoption des dispositions légales et des textes politiques en matière des droits des femmes et des filles en vue du renforcement de capacités des communautés et des institutions locales sur les violences faites aux femmes.

Ce projet « Initiative Spotlight Pilier I » est un plaidoyer pour la mise en œuvre des dispositions relatives à la violation des droits des femmes et des filles, notamment la violence basée sur le genre (VBG), la mutilation génitale féminine (MGF), les pratiques néfastes ainsi que la santé reproductive. Ainsi, il va contribuer à l'amélioration de l'environnement législatif et politique « **afin de le rendre conforme aux conventions internationales et appuyer la mise en application des politiques et lois favorables à la protection et à la promotion des droits des filles et femmes au Mali** », a précisé Alexandre Ouédraogo, Consultant en Droits de l'homme.

Cette formation a duré trois jours. Les programmes de formation étaient répartis entre

six modules basés sur les lois et les droits des femmes. Ils étaient, entre autres : rappel à la notion de droit et l'élaboration de la loi nationale, le droit régional et le droit international des droits des filles et des femmes ; violations et manquements à l'égard des conventions régionales et internationales des droits des filles et des femmes. Il y a aussi un avant-projet de la loi sur les violences basées sur le genre (VBG) ; le projet de loi de 2004 sur la production de l'enfant. Y compris la loi d'orientation agricole et enfin la santé de la reproduction et les pratiques néfastes.

Au regard de la sous information des familles maliennes, certaines participantes ont considéré cette énième formation comme une opportunité de renforcer la connaissance des femmes et des filles sur les lois et droits re-

latifs à leur corps. A travers cette séance, en effet, elles vont mettre toutes les autres femmes, qui n'ont pas eu cette occasion, aux parfums de ces informations afin de rayer l'obscurité autour du sujet des droits des femmes et des filles au Mali et à l'Internationale. « **Ma satisfaction est que j'ai maîtrisé les notions de VBG et les lois liées à cette pratique. Pour cela, je vais véhiculer ce message à l'endroit des personnes, particulièrement des femmes qui méconnaissent ces pratiques et ces actions judiciaires** », nous a confié Belkiss Walet Mohamed, représentante de la Mairie de la Commune III, tout en remerciant la présidente de l'APDF pour cette initiative de renforcement des capacités des femmes sur la maîtrise des lois et des privilèges associés au sexe féminin. « **Car je sais que les violences basées sur le genre sont des pratiques néfastes qui peuvent nuire à la santé des femmes et des filles** », a-t-elle dit.

A la fin de la formation, un certificat a été délivré à chacune des participantes. Toute chose qui permettra à ces femmes outillées, issues des organisations socio-professionnelles, de transmettre à leurs semblables les législations et la possibilité d'étendre une action judiciaire existante sur les VBG, les MGF ou toutes les formes de pratiques néfastes à l'épanouissement de la femme.

■ Ibrahim Sanogo



Sortie de crise : les propositions des ouvriers de la 25^{ème} heure



Le président du parti CODEM (Convergence pour le Développement du Mali), était face à la presse hier mardi 01 septembre 2020, pour faire part des propositions de son parti sur la situation sociopolitique de l'après coup d'Etat de notre pays. Cette conférence de presse fait suite à une réunion extraordinaire du Comité exécutif du parti, tenue le lundi 31 août 2020 sur la crise que traverse notre pays et, qui conduit à la démission du Président de la République, le 18 août 2020. A la suite d'un examen minutieux de la situation, la CODEM, soucieuse de la préservation des acquis démocratiques consacrés par la Constitution du 25 février 1992 et de la stabilité du Mali, propose que la transition soit la plus courte possible (entre 9 et 12 mois au plus) car elle ne doit avoir que deux missions essentielles, le retour de la sécurité et l'organisation de l'élection présidentielle afin de doter le pays d'Institutions légitimes, capables de faire face aux immenses défis auxquels le Mali reste confronté depuis une décennie. Pour ce faire il faut, selon la CODEM :

- choisir de façon consensuelle un président

civil pour la diriger,

- mettre en place un Gouvernement d'union nationale (avec une feuille de route très claire) composé essentiellement des technocrates sous la conduite d'un Premier ministre consensuel,
 - élaborer une feuille de route très claire de la transition,
 - élaborer une Charte pour la Transition,
 - faire appel à l'assistance technique et financière de la communauté internationale pour l'organisation de l'élection présidentielle.
- > Selon Housseini Amion Guindo, avec l'accompagnement de la CEDEAO et de la Communauté Internationale, la transition doit avoir comme priorités : la sécurisation du territoire national et l'organisation d'une élection présidentielle sans exclusion de candidat sauf contraire à la loi, transparente et crédible dans un environnement de paix et de concorde nationale. Pas plus, dira-t-il, conviction étant faite à la CODEM que personne, dans la situation actuelle du pays, n'a la légitimité nécessaire pour décider des nécessaires réformes dont le Mali a besoin.

Avec cette sortie, la CODEM vient rallonger la liste des partis qui se sont prononcés sur ce qui doit être la transition. En effet, à propos de l'organisation de la transition, le parti de l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga a fait lui aussi des propositions consignées. L'Alliance pour la Solidarité au Mali-Convergences des Forces Patriotiques (ASMA-CFP) veut une transition d'une courte durée entre 12 et 14 mois, avec la mise en place d'organes chargés de conduire cette transition.

Aussi, a-t-il proposé un président civil, chef de l'État, avec un vice-président issu du CNSP, un gouvernement de mission dirigé par un Premier ministre civil, un Conseil National de la Transition qui sera l'organe législatif composé des différents acteurs politiques, des représentants de la société civile et des Forces armées et de sécurité ayant pour missions de légiférer et de contrôler l'action du gouvernement.

Idem pour l'Adema PASJ, qui propose l'organisation des pouvoirs publics à travers un Accord politique de transition (APT) qui doit transcender la Constitution actuelle, tout en ne remettant pas fondamentalement en cause le régime politique actuel (régime semi-présidentiel) et d'autres acquis démocratiques de la Révolution de Mars 1991. Cet accord politique, selon l'Adema, devra être endossé par la communauté internationale à travers la CEDEAO afin de lui conférer la légitimité juridique requise pour rester dans le cadre normatif de la Constitution du 25 février 1992.

Pour le parti de l'Abeille solitaire, l'Accord politique de transition en question doit être élaboré par une équipe d'experts mise en place par le CNSP, et soumis à l'approbation de l'ensemble des forces politiques et sociales ; la transition doit être conduite par trois organes de gouvernance : un président de transition consensuel ; un gouvernement de transition de taille réduite (25 membres au plus) dirigé par un Premier ministre consensuel ; un organe législatif dénommé Conseil national de transition (CNT).

Quoi qu'il en soit, le CNSP a déjà convié, pour les 6 et 7 septembre, l'ensemble des forces vives de la nation en concertation sur la question. A quoi tout cela va aboutir ? Attendons donc pour voir !

■ Yama DIALLO



Démission de IBK : Attention à une transition bâclée !

Le « coup d'Etat » le plus courtois de l'histoire du Mali a couronné la lutte du M5-RFP le 18 août 2020. Le choc des premiers moments passé, IBK qui a retrouvé ses esprits a déclaré qu'il a démissionné librement et ne souhaite plus revenir aux affaires. Face au vide constitutionnel ainsi créé, place à une transition militaro-civile qui se présente comme une opportunité pour sauver le Mali. Comment la réussir ?

SORTIR DES ERREMENTS DE LA 3ÈME RÉPUBLIQUE

Une transition est le passage progressif d'un ordre à un autre. Dans le cas d'espèce, il s'agit de passer d'un régime politique de fait né de la démission du président de la république qui a dissous l'Assemblée Nationale, à un régime de droit instaurant une véritable démocratie. Le paradoxe, c'est que le Mali est une démocratie depuis 1992. Cependant, aucun des régimes qui se sont succédé depuis cette date n'a apporté la stabilité, la paix et le développement parce que chacun d'eux a confisqué le pouvoir et l'appareil d'Etat au profit d'un clan

et/ou d'une famille, favorisant ainsi l'avènement de nouveaux riches grâce à une prédation mafieuse qui n'a cessé de prospérer. Pour revenir à la chute d'IBK, de tous les scénarii envisageables pour sortir du bras de fer qui l'a opposé au M5-RFP, l'intervention de l'armée a été le moins à risques pour le pays. En effet, IBK ne pouvait se maintenir qu'en neutralisant le mouvement, ce qui paraissait quasiment impossible à réaliser sans plonger le pays déjà exsangue dans le deuil et la désolation. Un renversement du président par le M5-RFP aurait conduit à des débordements dont nul ne pouvait prévoir ni l'ampleur ni le coût humain et matériel, sans compter le désordre politique et social qui aurait de toutes les façons obligé les forces de défense et de sécurité à intervenir dans des conditions encore plus pénibles. Le seul véritable coup d'Etat intervenu au Mali est celui du 19 Novembre 1968 parce que ce jour, l'institution militaire s'est attaquée aux autres institutions, notamment le président de la république pour le démettre, plaçant le pays sous un régime militaire dirigé par le Comité Militaire de Libération Nationale (CMLN). Malheureusement, ni la transition de

1991 instaurée 23 ans après, ni la Constitution de 1992, ni même le régime de Alpha Oumar Konaré n'ont permis de mettre en place un système de référence garantissant la stabilité politique. Réduire l'opposition à sa plus simple expression est devenu l'objectif central du combat politique. Cela a conduit à la transition de 2012, chaotique à tout point de vue. Les mêmes causes ont produit les mêmes effets au mois d'août 2020. Il s'agit à présent de tirer les leçons de cette saga démocratique commencée en 1992 dont l'effet pervers le plus visible est l'apparition d'un pouvoir quasi-monarchique avec toutes ses conséquences.

QUELLE TRANSITION POUR SAUVER LE MALI ?

Comment sortir le pays de la crise sécuritaire, relancer son économie dévastée par la corruption, réconcilier des populations divisées, élaborer un nouveau projet politique cohérent, en se battant pour le repositionnement au plan international ? C'est un vaste chantier pour lequel il faut du patriotisme, de l'abnégation, de l'expérience mais aussi le temps nécessaire. Les défis sont nombreux et le contexte difficile. Dans l'intérêt du Mali, les éléments des forces de défense et de sécurité réunis au sein du CNSP doivent garder la main en restant vigilants pour qu'aucune faiblesse ne sorte de leur propre rang car, celui qui tient la tête du

serpent et s'en dessaisit pour attraper la queue sera mordu. Les forces du changement regroupées au sein du M5-RFP dont le combat a été parachevé par le CNSP resteront en éveil à deux niveaux : contrer en cas de besoin les forces conservatrices et veiller à ce que le CNSP respecte la volonté du peuple malien. Quant aux hommes politiques, la mobilisation et la préparation des futures élections doivent les occuper. De son côté, l'Imam Dicko en tant qu'autorité morale doit conserver une position de repli attentif jusqu'à la fin du processus, car tous ceux qui aspirent au changement aujourd'hui le considèrent comme une valeur morale sûre et les militaires du CNSP en font certainement partie. Ce qui est constant et qu'il faut reconnaître humblement, c'est que IBK n'est pas le seul responsable de la déconfiture actuelle. Alors, que ceux qui ont été de toutes les aventures depuis trente à vingt ans, à moins qu'on ne les sollicite expressément, prennent du recul. Pour une bonne conduite de la transition, il est essentiel de sortir des arrangements de chapelle, des intrigues de salon qui font du mal aux populations et au pays, pour ne voir que le seul intérêt du Mali. Ceux qui organiseront et géreront la transition ne pouvant être candidats à l'élection présidentielle, la voie est libre pour les hommes politiques d'aller à la conquête du pouvoir sur une base garantissant l'équité, la transparence et une compétition loyale.

La transition qui va commencer est une véritable opportunité pour quitter la fange de la corruption et les égouts politiques qui ont mis le pays à genoux, à condition de sortir du fétichisme des délais de sa durée, taire les divisions et les revendications sociales, la soutenir fermement afin de jeter les fondements d'une société digne du passé et de l'histoire du Mali. Seule l'armée soutenue par les forces du changement est aujourd'hui capable d'assurer une telle mission en tirant sans complaisance les leçons des errements passés.

Mahamadou Camara

L'imam Mahmoud Dicko sur RFI : « Je ne serai pas président ni d'une transition ni de gouvernement ni d'autre chose »



L'imam Mahmoud Dicko, leader du mouvement de contestation politique M5-RFP, dont il est l'autorité morale, s'est exprimé sur les sanctions de la Cédéao et la future transition politique. Pour lui, cette transition devrait être dirigée par un « civil consensuel » et ne durer que 18 mois ou moins.

RFI : Approuvez-vous le renversement par les militaires du régime d'IBK ?

Imam Mahmoud Dicko : « Approuver le renversement du régime », moi je ne comprends pas les choses comme ça... IBK a démissionné pourquoi parler de « renversement » ?

Les militaires refusent de regagner leurs casernes, vous en pensez quoi ?

Les militaires, depuis quand ils ont quitté leurs casernes ? Même maintenant, ils sont dans les casernes. Il faut quand même donner du temps au temps pour qu'on organise les choses... Les militaires, ils ne sont pas à Koulikouba, ils sont dans leurs casernes alors il faut quand même donner un peu du temps pour que les gens mettent de l'ordre dans ce qui se fait.

Vous avez récemment demandé au peuple malien de pardonner à votre grand frère IBK, alors que le M5 est en train de demander un audit et même la justice...

Écoutez, audit et pardon n'ont rien à voir avec le reste, nous sommes dans un État de droit,



mon grand frère est un sujet de droit, c'est aussi un démocrate, je ne pense pas que cela est lié avec le pardon. Le pardon c'est une vertu malienne, on se pardonne dans tout, on doit le pardonner, ça n'a rien à voir avec la question judiciaire s'il y a. En tout cas, nous sommes dans un État de droit, donc ça n'a rien à voir avec le droit.

La Cédéao demande aux responsables du CNSP d'engager une transition civile immédiatement. Vous êtes pour une transition civile qui ne doit excéder 12 mois ?

Écoutez, c'est tout le peuple malien qui doit décider de cela, ce n'est pas moi. Moi je ne suis qu'un individu, je crois qu'il faut faire une concertation de toutes les forces vives de la Nation pour dégager quelque chose qui va certainement faciliter la mise en œuvre de l'État qui est depuis très longtemps arrêté. Maintenant, ce que la Cédéao a dit, c'est à approcher et à voir, il ne sert à rien vraiment de s'éterniser dans une transition. Il faut quand même qu'on trouve un moyen pour sortir de cette situation vite. De mon point de vue, trois ans, c'est trop. Moi je voyais ça peut être... dix-huit mois, quelque chose de raisonnable ou sinon moins. Mais trois ans, c'est trop de mon point

de vue. Je crois que vu les circonstances, vu le contexte dans lequel nous sommes, je pense qu'il faut donner ça à un civil consensuel.

Et aujourd'hui, les sanctions de la Cédéao commencent déjà à se faire sentir au niveau surtout des entrepreneurs et des commerçants... qu'est-ce que vous diriez aujourd'hui à la Cédéao ?

Je n'ai pas grand-chose à dire, nous sommes un peuple, et sanctionner le peuple, vraiment c'est lui faire du tort. Le peuple n'est pas responsable de ce qui est arrivé. Maintenant, les dirigeants de la Cédéao sont des gens responsables, ils ont des textes, ils sont obligés de les appliquer. Le Mali a souscrit à la Cédéao, nous avons accepté les termes qui dirigent cette organisation, mais ça ne peut pas s'appliquer aux autres et ne pas s'appliquer à nous.

Vous avez dit que personne n'imagine qu'il y aura encore un chèque en blanc, qu'est-ce que vous voulez dire par là ?

Il faut que tout le monde sache que tu n'auras pas un chèque en blanc pour en faire à ta tête et faire ce que tu veux. C'est pour les civils et

les militaires c'est pour tout le monde. On doit désormais prendre ça en compte, que le peuple ne va pas croiser les bras et regarder les gens faire. On a trop duré dans des crises interminables et il faut trouver une solution pour en sortir.

Vous avez rencontré les militaires qui ont pris le pouvoir. Quelle impression vous donnent-ils ?

Écoutez, ce sont des jeunes gens que je pense censés, responsables. Je crois qu'ils mesurent vraiment la portée de la responsabilité qui est la leur, aujourd'hui, pour agir très vite et sortir de cette situation.

Si le peuple malien -les forces vives de la nation- proposent Mahmoud Dicko comme président de la transition, l'accepterait-il ?

Non moi je l'ai dit, c'est très clair, je ne change pas de langage du jour au lendemain. J'ai dit que je regagne ma mosquée. Je ne serai pas président ni d'une transition, ni du gouvernement, ni d'autre chose. Je suis imam et je resterai imam Inchallah.

■ Source : RFI

Le Colonel à la retraite Mamadou Seydou Touré aux militaires du CNSP : “Officiers, restez droit dans vos bottes... Le Mali au-dessus de tout” !



L'Ingénieur colonel d'Aviation à la retraite, Mamadou Seydou Touré, a toujours été disponible à chaque fois que les règles du métier nous imposaient d'aller à la bonne compréhension des choses pour percer certains mystères, surtout pour ce qui concerne l'armée, qui a la réputation d'être la grande muette. Militaire engagé pour la cause de l'armée, il a bien voulu nous faire part de son avis sur la situation actuelle du pays, ses conseils pour les officiers du CNSP, et aussi ses propositions pour la réforme de l'Armée.

« Je tiens tout d'abord à féliciter les officiers du Conseil National pour le Salut du Peuple (CNSP) pour leur action héroïque du 18 août dernier. Action héroïque, car s'ils n'avaient pas agi, le Mali aurait peut-être déjà sombré dans l'abîme. Les risques d'une confrontation entre manifestants et forces de l'ordre, et même l'armée, sinon d'une guerre civile étaient si grands qu'il fallait agir », dit-il à l'endroit des militaires du CNSP, qu'il salue au passage pour avoir mis le Mali au-dessus tout !

Pour lui, l'armée, en tant que l'un des piliers essentiels de la démocratie, ne pouvait pas

laisser le pays sombrer : « On ne peut pas avoir un bâton et se faire mordre par un chien enragé ». Ce d'autant que nos FAMas payent de lourds tributs depuis des années à cause de la mauvaise gestion de l'Etat. Aussi s'insurge-t-il contre les sanctions de la CEDEAO qu'il trouve trop lourdes et regrettables, et qui occultent les causes qui sont à la base de l'intervention de l'armée le 18 août dernier. « La faute incombe aux politiques », dit-il, sidéré. Pour autant, invite-t-il les militaires à ne pas céder sous la pression nationale et internationale, à aller sans précipitation, pour éviter les erreurs du passé. « Suite au coup d'Etat de 1991, sous la pression des hommes politiques affamés du pouvoir, la transition fut courte, et les conséquences n'ont pas attendu trop longtemps pour nous retomber dessus, avec le putsch de 2012. Là également, à cause des pressions, les maliens ont raté une autre occasion de rectifier le tir. Cette fois-ci, nous devons prendre notre courage à deux mains pour faire le toilettage nécessaire de notre texte fondamental pour l'adapter à nos réalités sociales.

Vouloir juxtaposer la démocratie à l'occidentale chez nous ici ne marchera pas ! Comme l'avait dit le Général Moussa Traoré, « la démocratie n'est pas une camisole de force », construisons donc la démocratie qui sied le mieux à nos réalités, sans vouloir être trop conformistes avec des organisations comme la CEDEAO où c'est la politique de deux poids, de mesures qui prévaut. La preuve, la charte de bonne gouvernance qu'on nous sort à chaque fois qu'il y a des problèmes est allègrement violée par certains chefs d'Etat sans qu'on leur fasse hara-kiri. Il y en a même qui ont refusé et qui continuent de refuser d'appliquer les décisions de justice de la Cour de la CEDEAO, et nul ne s'en offusque.

Alors, de quelle démocratie nous parle-t-on dès lors que rien de tout cela ne rime avec aucun contenu ? Pour le Mali nouveau, il nous faut des textes nouveaux et dans tous les domaines et secteurs d'activité comme remparts. Par exemple, l'article 39 que réclament aujourd'hui les enseignants est certes un progrès pour le corps enseignant, mais il ne résout nullement les problèmes de l'Ecole malienne.

Il faut plutôt des états généraux et des réformes osées pour la renaissance de l'École, il faut un code de bonne conduite pour les enseignants, il faut que cesse le fait que le privé tue le public dans le secteur de l'enseignement ! ».

Des propositions concrètes pour la renaissance de l'Armée

Pour ce qui concerne la Grande muette, l'Ingénieur colonel à la retraite Mamadou Seydou Touré a des regrets, mais aussi des propositions concrètes pour la renaissance de ce qu'il qualifie de « socle sur lequel repose le pays le tout en entier », à savoir l'Armée malienne ! Il regrette par exemple le fait que notre outil de défense continue encore de fonctionner sur la base des structures héritées du colonisateur. Et pour palier aux difficultés liées à cette situation, le Colonel Mamadou Seydou Touré propose une nouvelle structure et un nouveau concept, afin d'assurer à l'armée une autonomie totale, sinon la plus large possible, vu l'étendu du territoire national.

« Je vais donc revenir sur quelque chose que j'avait déjà proposé par le passé et qui me paraît très important pour permettre à notre armée d'affirmer sa puissance de feu et de bien jouer son rôle de défense de l'intégrité territoriale du Mali. Il s'agit de la réorganisation de l'Armée de Terre qui doit bénéficier partout sur le territoire national d'aviations légères à même de réagir à temps, et en tout

temps, en termes d'appui en renseignements, de transport de troupes, d'évacuation sanitaire et de combat. Ces aviations légères au compte de l'Armée de Terre n'entameront en rien les missions habituelles dévolues à l'Armée de l'Air. Elles vont permettre de réduire les délais d'intervention des unités terrestres et l'interopérabilité entre vecteurs aériens et terrestres, le système actuel étant trop lourd.

Pour opérationnaliser ce concept, il faut la construction de Plateformes imprenables à Nampala, Bamba, Anéfis, Tessalit... Une Etude que j'ai personnellement élaboré, quand j'étais encore en fonction, sur la taille et les moyens de ces plateformes est disponible à l'Etat-major Général des Armées et peut-être consultée par qui de droit. Je n'ai pas le monopole de la vérité, mais je pense qu'il faut qu'on aille vers de vraies solutions pour la renaissance de notre vaillante armée. Aussi, suis-je prêt, si ce concept est accepté par qui de droit, d'apporter mon aide et mon appui pour la finalisation de cette Etude au sein d'une commission dédiée à cela ».

Toujours dans le cadre de la renaissance de l'Armée malienne, le Colonel Mamadou Seydou Touré propose aussi la définition d'une nouvelle ossature de soutien en carburant aux unités sur le terrain, l'actuelle se limitant à la seule Centrale des Hydrocarbures. Pour lui, il faut sortir de ce système qui est dépassé, avec la création des unités de terrain pour l'acheminement et le soutien aux forces sur place. Idem pour les pièces de rechange ! En effet,

pour lui, l'Armée peut jouer un grand rôle dans l'instauration du contact et de la confiance entre civils et militaires, en mettant fin au fait que même pour réparer un véhicule FAMA en panne nécessitant des pièces de rechanges, il faut se référer à Bamako !

« Le système est trop lourd à ce niveau également, et pour parer à cela, on doit privilégier la collaboration avec les entrepreneurs et les commerçants locaux pour ce qui concerne la construction des infrastructures et des pièces de rechange. Avec ça, on va contribuer non seulement à la réduction du chômage, au développement local, mais aussi au renforcement de la confiance entre civils et militaires. Avec ça, on ne verra jamais le frère d'un entrepreneur ou d'un commerçant local rejoindre des bandits armés ou des terroristes.

Pour finir, je dirai exit à la création de clans au sein de l'armée qu'on connaît depuis sous le régime Alpha et qui continue, avec la mise à l'écart d'officiers valeureux et la promotion de jeunes officiers sans background nécessaire au service des politiques ! Il faut la promotion de l'homme qu'il faut à la place qu'il faut, le choix des hommes étant fondamental en tout, en politique comme dans l'Armée ! Aux jeunes officiers du CNSP, je dis : restez droits dans vos bottes, et œuvrer à la refondation du Mali nouveau, sans pression aucune!».

■ Entretien réalisé par Yama DIALLO



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Fête d'Achoura : Festin familial au rendez-vous

La nuit d'Achoura fait partie des dix nuits dont notre seigneur s'est juré de son importance. C'est dans cette optique que des musulmans du monde entier ont fêté l'évènement en organisant de grands festins familiaux enfin de se souhaiter bonne année, vu qu'elle coïncide au premier mois du calendrier islamique.

Malgré la situation socio-politico-économique du pays, les vendeurs des poulets et autres étaient heureux ce jour-là de voir leur recette à la hausse. En effet, les musulmanes étaient nombreuses à se rendre au marché pour acheter des poulets afin de faire plaisir à la famille en cette nouvelle année. Mais cette fois-ci, la fête ne s'est pas déroulée comme le souhaitaient certaines personnes en raison du fait que plusieurs mosquées de la place n'ont pas

aminé la nuit d'Achoura, certainement à cause de la situation actuelle du pays. Quant à la journée de cette fête, elle a été abondante en pluie chez nous à Bamako. Par ailleurs, la journée d'Achoura est remplie d'histoire, elle coïncida avec la traversée de la manche noire par le peuple hébreu mettant fin à la domination de Rames II en Égypte. C'est la nuit aussi où Abraham fut sorti du brasier du feu. C'est une nuit garnie des miracles de la part du seigneur accompagné de pardon. Malheureusement cette année beaucoup des évènements religieux n'ont pas été au rendez-vous, notamment celui du pèlerinage qui a été annulé pour des raisons de santé publique, "Oumoura". Cette fois-ci, c'est au tour de l'organisation de la fête d'Achoura d'être improvisée par les fidèles musulmans du monde. Une année qui

devrait être appelée "l'An de l'espérance" puisqu'elle fut dominée par la maladie à coronavirus qui a fait plusieurs morts et mis en berne les ressources du monde entier. Et plus encore, cette maladie a donné des leçons de vie à toutes les super puissances qui se croyaient intouchables. On peut même dire que ce sont eux qui en ont plus souffert. En tout cas, la fête est passée inaperçue par beaucoup de personnes en termes d'organisation d'évènements. Toutefois, la plus importante à retenir, c'est cette prière que des Imams ont demandée à leurs fidèles pour le retour de la paix dans notre pays, enfin que l'on puisse sortir idem de cette situation. À suivre

■ Lansine Coulibaly



Présidentielle ivoirienne : Les candidatures de Laurent Gbagbo et Guillaume Soro officiellement déposées



Le Conseil constitutionnel doit examiner les dossiers de l'ex-président et l'ex-premier ministre, radiés des listes électorales après des condamnations judiciaires.

Les candidatures à la présidentielle du 31 octobre en Côte d'Ivoire de l'ex-président Laurent Gbagbo, toujours en Belgique, et de l'ex-chef rebelle et ancien premier ministre Guillaume Soro, qui réside en France, ont été déposées, lundi 31 août, par leurs partisans à la Commission électorale indépendante (CEI) à Abidjan.

Ces poids lourds de la vie politique ont tous deux été radiés des listes électorales en raison de condamnations par la justice ivoirienne et il est peu probable que le Conseil constitutionnel valide leurs candidatures.

Le président Alassane Ouattara, 78 ans, et l'ex-président Henri Konan Bédié, 86 ans, avaient

déjà déposé leur dossier la semaine dernière. La CEI a donc reçu les candidatures des quatre principaux protagonistes de la crise post-électorale de 2010-2011. Car MM. Ouattara, Bédié

et Gbagbo, 75 ans, étaient en lice au premier tour en 2010, quand M. Soro était le chef de la rébellion, alors maître du nord du pays depuis huit ans. Le refus de M. Gbagbo de reconnaître sa défaite face à M. Ouattara au second tour avait déclenché une crise qui avait fait 3 000 morts.

« Lourde responsabilité »

« Nous venons de déposer le dossier de notre référent politique, le président Laurent Gbagbo, le père de la démocratie en Côte d'Ivoire », a affirmé Georges-Armand Ouégnin, président de la plateforme Ensemble pour la démocratie et la souveraineté (EDS) à sa sortie de la CEI, accompagné de Michel Gbagbo, fils de l'ancien président.

Laurent Gbagbo, qui ne s'est encore jamais prononcé publiquement sur sa candidature, est toujours en liberté conditionnelle en Belgique, dans l'attente d'un éventuel procès en appel devant la Cour pénale internationale (CPI), qui l'a acquitté en première instance de l'accusation de crimes contre l'humanité. Mais il est sous le coup d'une condamnation en janvier 2018 à vingt ans de prison par la justice ivoirienne pour l'affaire dite du « braquage de la BCEAO », la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest, lors de la crise de 2010-2011.

« Le Conseil constitutionnel aura la lourde responsabilité, devant le peuple ivoirien et l'Histoire, de se prononcer sur la validité de la radiation » et de statuer sur l'éligibilité de M. Gbagbo, a lancé M. Ouégnin. Il a demandé un « audit international » des listes électorales et réclamé « la libération de tous les prisonniers politiques » et le « retour des exilés po-



litiques avec, à leur tête, Laurent Gbagbo ». Quelques heures plus tard, c'était au tour des partisans de M. Soro de déposer la candidature de leur leader et de s'exprimer dans des termes similaires.

« Le Conseil constitutionnel aura la lourde responsabilité de faire respecter les droits fondamentaux et, surtout, de valider les candidatures », a déclaré une porte-parole, Aminata Koné-Zié, évoquant de « nombreuses finasseries juridiques orchestrées pour empêcher cette candidature et rendre notre président [Soro] inéligible ». M. Soro a été condamné en Côte d'Ivoire en avril 2020 à vingt ans de prison pour « recel de détournement de deniers publics ». « Il était le premier candidat déclaré, ce qui lui a valu la déferlante d'attaques (...) Cet acte citoyen relève de la bravoure (...) Notre président nourrit fermement l'ambition d'accéder pacifiquement et par la vérité des urnes au pouvoir », a-t-elle insisté.

Crainte de violences

Les candidats avaient jusqu'à lundi minuit pour déposer leur dossier. Parmi les nombreuses candidatures déposées lundi figurent celles de l'ancien ministre Abdallah Albert Mabri Toikeusse, de Mamadou Koulibaly, l'ex-président de l'Assemblée nationale sous le mandat de M. Gbagbo, de l'ancien préfet d'Abidjan Vincent Toh Bi Irie ou encore de Marie Carine Bladi, ex-dauphine de Miss Côte d'Ivoire.

La CEI s'attend à recevoir une quarantaine de dossiers au total, dont certains « farfelus », selon son secrétariat. Le Conseil constitutionnel a ensuite quinze jours pour publier la liste des candidatures validées.

Lire aussi En Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara très sûrement candidat à la présidentielle « malgré lui »

Dix ans après la crise post-électorale, la crainte de violences à l'approche du scrutin du 31 octobre est forte. L'annonce que M. Ouattara avait décidé de briguer un troisième mandat a en effet provoqué des manifestations qui ont dégénéré en violences qui ont fait une quinzaine de morts en août.

Comme la précédente, la Constitution de 2016 limite à deux les mandats présidentiels. Si les partisans de M. Ouattara affirment que le changement de Constitution a remis le compteur à zéro, ses adversaires jugent anticonsti-



tutionnelle cette troisième candidature. Lundi, le chef de l'Eglise catholique de Côte d'Ivoire, le cardinal Jean-Pierre Kutwa, a estimé que la candidature de M. Ouattara à un

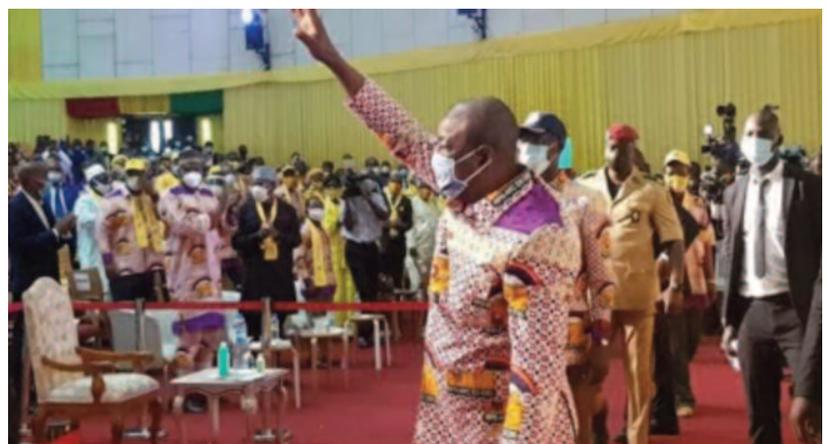
troisième mandat n'était « pas nécessaire », appelant au « calme » et à « organiser les élections dans un environnement pacifié ».

■ Le Monde avec AFP

Présidentielle du 18 octobre en Guinée Conakry : Alpha Condé dit « oui » à la candidature de son parti (communiqué)

Un communiqué conjoint signé par la coordination du RPG Arc-en-ciel et le Coalition Démocratique pour le Changement dans la Continuité (CODEC) lu ce 31 août à la télévision nationale a annoncé la candidature du Président Alpha Condé à l'élection présidentielle du 18 octobre. Selon le communiqué, Alpha Condé a accepté d'être candidat du parti.

Le 6 août dernier, le Président Alpha Condé a été désigné candidat du parti RPG Arc-en-ciel. Il avait dit prendre « acte » de ce choix. Vingt-cinq jours après, le Président Alpha Condé accède enfin « à la sollicitation » de son parti et de ses alliés. Il va alors tenter de briguer un troisième mandat, le premier de la quatrième République.



Liban : Macron annonce la formation d'un gouvernement dans les 15 jours

Emmanuel Macron s'est fixé un objectif avant son deuxième voyage en quelques semaines à Beyrouth. Être efficace en allant vite, sans pour autant faire preuve d'ingérence, ce sera le défi du président de la République, qui va continuer à faire pression sur la classe politique locale pour qu'elle lance de véritables réformes susceptibles de répondre à la colère des Libanais, un mois après la terrible explosion du port de Beyrouth.

Cette visite au pas de course aura d'abord une dimension symbolique pour démontrer que les Libanais sont « comme des frères pour les Français », ainsi que l'a proclamé Emmanuel Macron à son arrivée. Mardi, le chef d'État a également proposé que la France accueille une conférence de soutien au Liban en octobre. « Il faut qu'on continue à mobiliser toute la communauté internationale. [...] Je suis prêt à ce qu'on réorganise, autour peut-être de mi-fin octobre, une conférence internationale de soutien avec les Nations unies. [...] Je suis tout à fait prêt même à l'accueillir à Paris [...], qu'on puisse à nouveau demander un soutien à tous les États pour financer », a-t-il déclaré à des représentants de l'ONU et des ONG locales sur le porte-hélicoptères Le Tonnerre au port de Beyrouth.

« L'exigence sans ingérence »

Puis Emmanuel Macron se rendra au port de Beyrouth, comme il l'avait fait le 6 août, deux jours après l'explosion ayant fait au moins 188 morts et plus de 6 500 blessés en dévastant une partie de la capitale. Il fera le point sur l'acheminement de l'aide d'urgence en se rendant sur le porte-hélicoptères Tonnerre, arrivé le 14 août avec 750 hommes et 150 véhicules, puis sur un navire de la CGM GMA, venu de Marseille avec à bord plus de 2 500 tonnes d'aide humanitaire envoyées par l'État, des ONG, des entreprises et des collectivités. Emmanuel Macron débutera ensuite la partie la plus sensible et la plus attendue de sa visite : les difficiles discussions avec les responsables politiques.

Avec eux, « ma position est toujours la même



: celle de l'exigence sans ingérence », a-t-il martelé à son arrivée. Pour que cette délicate position soit jugée crédible par la population comme par le reste de la communauté internationale, le président français doit obtenir des résultats sans tarder. C'est notamment pour cela que, dès lundi soir, il a appelé à la mise en place d'un « gouvernement de mission » au « plus vite » quelques heures après la nomination d'un nouveau Premier ministre, Moustapha Adib. « Il ne m'appartient ni de l'approuver ni de l'adouber », a-t-il tenu à préciser à propos du choix de cet universitaire de 48 ans, jusqu'alors ambassadeur en Allemagne, qui est inconnu du grand public.

Des réformes attendues

Il a rappelé que, en contrepartie du lancement de « véritables réformes » contre la corruption endémique, notamment dans les secteurs énergétique et financier, la communauté internationale promettait de débloquer des fonds dont a désespérément besoin le Liban. « Si on ne fait pas cela, l'économie libanaise va s'effondrer » et « la seule victime sera le peuple libanais [...] qui ne peut pas s'exiler », avait-il mis en garde vendredi. Mais Moustapha Adib part avec le handicap d'avoir été choisi, comme ses prédécesseurs, par les forces politiques traditionnelles. Ce qui le décredibilise d'entrée aux yeux d'un grand nombre de Libanais qui jugent cette classe politique responsable de leurs malheurs, et notamment du drame du 4 août.

Le président français s'est entretenu lundi soir

avec l'ex-Premier ministre Saad Hariri, l'un des poids lourds de la communauté sunnite, dont le chef du gouvernement doit être issu selon la Constitution. Après un déjeuner au palais de Baabda à l'invitation du président Michel Aoun, il réunira mardi en fin de journée les représentants des neuf forces politiques à la résidence des Pins, celle de l'ambassadeur de France, comme il l'avait fait le 6 août. Parmi ces forces figure le puissant mouvement chiite du Hezbollah, avec lequel de nombreux pays occidentaux, parmi lesquels les États-Unis, refusent tout contact, en raison notamment de ses liens avec l'Iran. Mais Emmanuel Macron défend sa stratégie de « parler à tout le monde », dont le Hezbollah, « une force politique qui est représentée au Parlement », tout en disant « désapprouver » une partie du « projet » politique de ce mouvement.

Des personnalités « compétentes » engagées

Ce mardi soir, Emmanuel Macron a ajouté que l'ensemble des forces politiques libanaises se sont engagées à former un gouvernement dans les 15 jours. « Toutes les formations politiques sans exception se sont engagées ce soir, ici même, que la formation de ce gouvernement de mission ne prendrait pas plus de quinze jours », a fait savoir le président français à l'issue d'entretiens avec les principaux dirigeants politiques. Il a ajouté que le gouvernement va rassembler des personnalités « compétentes » et sera formé « comme un collectif indépendant qui aura le soutien de tous les formations politiques ».

Basket-ball : Minata Keïta s'engage avec Joventut Badalona

Minata Keïta (1,91m), est la nouvelle recrue de Joventut Badalona en Espagne. L'internationale malienne vient, en effet, de signer un contrat d'un an avec le club espagnol qui a officialisé l'arrivée de la Malienne dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

«Joventut Badalona (LF2) a conclu un accord avec l'ex-centre international malien Minata Keïta. Nous sommes heureux de l'avoir ici à Joventut Badalona», peut-on lire sur la page Facebook du club. «Je suis heureuse de pouvoir jouer avec Joventut cette année, c'est un honneur pour moi et je promets aux dirigeants du club de donner le meilleur de moi-même, pour amener le club plus loin», dira Minata Keïta après la signature de son contrat.

Le club de la Malienne, connu sous le nom de Divina Seguros Joventut, est basé à Badalona,



en Catalogne, et évolue actuellement en Liga ACB, rebaptisée Liga Endesa en 2011, le plus haut niveau du championnat espagnol. En 1994, le club a remporté l'Euroleague. Née le 15 mars 1989 à Bamako, Minata Keïta est un intérieur athlétique qui a une grande facilité de paniers et de rebond. Avant de signer à Joventut Badalona, l'ancienne sociétaire du Djoliba avait porté les couleurs de quatre

équipes espagnoles : Real Celta Vigo, Arxil Pontevedra, Al-Qazeres et Clarinos. Pour mémoire, Minata Keïta a été médaillée de bronze à l'Afrobasket féminin 2017 avec les Aigles Dames. En 2006, elle a remporté les Championnats d'Afrique féminins U18 et U20.

■ Djènèba BAGAYOKO

Nos expatriés : Troyes suit Souleymane Diarra

En Turquie depuis 2019, Souleymane Diarra pourrait revenir en France. Il y a quelques semaines, un intérêt de Toulouse avait été dévoilé. Désormais, une autre formation de Ligue 2 française est sur les rangs pour attirer le milieu de 25 ans.

Troyes espère ainsi se renforcer avec 3 joueurs au minimum. Parmi les pistes, il y a celle de Souleymane Diarra. Une information dévoilée par France Football, et confirmée par le directeur sportif Luis de Sousa.



« Souleymane Diarra fait toujours partie des joueurs que l'on suit. Nous sommes sur différents dossiers, et nous avons évoqué le joueur en interne ». Diarra connaît bien la L2 pour avoir porté les couleurs du RC Lens. Souleymane Diarra sort d'une saison pleine sous le

maillot de Gaziantep avec 24 apparitions et 2 buts.

Pour rappel, en deux saisons sous le maillot lensois, entre 2017 et 2019, le Malien a disputé 61 rencontres de Ligue 2 pour 5 buts.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Mieux que personne, vous savez apaiser l'ambiance. Votre autorité rassure vos collaborateurs. Votre chef pourrait vous convoquer pour une évolution. Peu à peu, vous avancez vers un poste idéal. Mais des étapes sont encore utiles pour être épanoui.

Économiser est nécessaire. Uranus en Taureau vous donne des journées intenses. Vous faites des dépenses pour compenser. Ces frais peuvent concerner différentes choses. Des articles pour votre voiture et l'habitation vous plaisent. Fixez une limite.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Très déterminé, rien ne pourra vous détourner de vos objectifs professionnels. Ce serait plutôt un bon point, sauf que vous n'en ferez qu'à votre tête et que vous n'écoutez pas vos collègues qui vous reprocheront de ne pas tenir compte de leurs avis.

Saturne l'économe et Pluton l'intransigeant surveilleront votre gestion. À vous d'être rigoureux, car ils auront l'œil et traqueront les failles, sans concession. Ils seront aussi de bons conseils en vous suggérant de placer convenablement votre argent.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les astres vous soutiennent professionnellement. Si vous vous lancez dans une nouvelle réalisation, même chose, vous êtes épaulé. Vous pourriez obtenir une aide financière pour finaliser un projet. C'est un bon départ qui s'avère positif pour la suite.

Des mouvements financiers sur vos comptes vous feront sûrement penser que votre situation bancaire ne va pas si mal que cela, même après la période des fêtes. Restez prudent, car le temps d'un instant, une dépense imprévue va venir vous faire douter.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous risquez de vous exprimer de façon incorrecte au travail. Le carré Mercure/Uranus amène contradiction et refus de la discussion ! Prudence, car vos collègues ne sont pas habitués à vos sautes d'humeur, restez dans le contrôle, vous pourriez les décevoir.

Une vigilance s'impose aujourd'hui concernant votre argent. Vous risquez, de par le carré Vénus/Mars, de faire des dépenses inconsidérées pendant cette journée. Essayez, dans la mesure du possible, d'épargner votre porte-monnaie de votre mauvaise humeur !



Lion (22 juillet - 23 août)

L'activité professionnelle vous fatigue. Le stress et l'attente de résultats entraînent des difficultés. L'ambiance devient pesante. Les collègues qui étaient vos amis, deviennent vos rivaux. Il est préférable de garder vos distances avec un collaborateur.

Les frais ne sont plus ce qu'ils étaient. Vous devez revoir votre façon de dépenser. L'argent doit d'abord passer par des charges. Les achats liés aux gadgets sont mis de côté. Vous devez freiner aussi sur les délicates attentions qui font plaisir.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous serez amené à vous exprimer dans votre sphère professionnelle et vous aurez intérêt à mettre sérieusement au point vos arguments. Votre sens analytique jouera en votre faveur et vous donnera quelques bons points pour être écouté attentivement.

On vous présentera une proposition qui ne correspondra pas du tout à vos attentes. Vous aurez donc tout intérêt à la refuser. En cherchant activement, vous pourriez tout à fait rebondir sur une autre opportunité, qui vous sera bien plus profitable.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des changements s'annoncent dans le travail, il semblerait que vous ne soyez pas prêt à les recevoir. Vous n'êtes pas dans un bon état d'esprit, du coup vous avez du mal à vous concentrer sur le professionnel. Faites une pause de 24 heures.

Les astres vous recommandent de faire attention à vos dépenses. Votre budget n'est pas aussi stable que vous le pensez, même si vous essayez de vous persuader du contraire. Faire un effort est la meilleure décision que vous pouvez prendre actuellement.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre nervosité et votre impulsivité vous jouent des tours au travail. Vous ne supportez ni autorité ni obligations, aujourd'hui ! En plus, vous vous sentez découragé et avez l'impression que tout se ligue contre vous, l'impuissance vous envahit.

De la prudence vous est demandée, car le carré Mars/Vénus peut vous pousser à faire des dépenses excessives. Votre nervosité d'aujourd'hui risque de se décharger sur votre porte-monnaie ! Essayez d'éviter d'en arriver là, vous pourriez le regretter.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous guidez facilement vos collaborateurs dans l'activité. Les tâches peuvent se faire dans de nouveaux bureaux. Du remue-ménage arrive dans votre service. Il faut s'adapter rapidement ! Une formation est possible. Elle devrait apporter des bagages.

Vous êtes raisonnable quand cela est nécessaire. En ce moment, vous commencez à réaliser des économies. Il faut faire attention aux coups de cœur. Des gadgets, sacs et accessoires pour les voyages, vous attirent ! Dépensez en payant en plusieurs fois.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous vous fiez à votre intuition pour prendre la bonne direction. Votre charisme, mélange subtil de bienveillance et de fermeté vous ouvrira des portes. Dans le travail, ces deux qualités vous permettront de gagner la confiance de votre hiérarchie.

Focus sur vos finances avec un Soleil pris en sandwich entre Pluton et Mercure. Vous devrez être attentif aux dépenses inutiles. En affaire, rien ne sera gagné non plus et malgré vos efforts, une négociation risquera de piétiner ou être dans une impasse.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous recevez le soutien tant attendu côté professionnel. Il était temps ! Cependant, vous êtes face à un choix important, avec pour possibilité de faire évoluer un projet ou celle de prendre une direction opposée. Il n'y a que vous pour décider.

Réduire les coûts surtout après la période des fêtes vous aidera à faire des économies. Des petits gains provenant d'activités occasionnelles vous permettent de gagner des bonus, c'est l'occasion de ne pas toucher à votre salaire.



Poisson (19 février - 21 mars)

Mars étant mal aspecté aujourd'hui, les relations au travail sont compliquées. Vous êtes de mauvaise humeur, nerveux et même susceptible, ce qui n'arrange rien. Toutes les mauvaises conditions sont réunies pour vous gâcher votre journée professionnelle !

Soyez vigilant aujourd'hui, car le carré Vénus/Mars risque de vous amener également des perturbations dans vos finances. Effectivement, vous pourriez faire des dépenses inconsidérées et même parfois excessives, la prudence s'impose dans ce domaine.

**Promo
Modem 4G**



Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Malitel

Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official